



Considérations inactuelles n° 13

Par [Lucio Manisco](#)

Mondialisation.ca, 13 août 2009

Le blog de Lucio Manisco 13 août 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

La grande récession et le « comité d'affaires de la bourgeoisie ». Sans être des familiers de Karl Marx, les Américains sont en train d'en subodorer l'existence à leurs frais, ils sont en colère mais semblent résignés au présent état des choses.

Ein Gespenst geht um in Europa und in Amerika ? Nein...(1)

Mais même si ce fantôme circulait vraiment on manquerait de médiums capables de l'évoquer. Et s'ils y arrivaient ? Etant donné l'état actuel des choses, l'invitation de la Grande Barbe (K. Marx...NdT) serait à lire aujourd'hui en négatif : Proletarier aller Länder, vereinigt euch nicht !(2)

Véritables niaiseries donc, ces assertions ou hypothèses sur un passage du libérisme à un régime de gestion d'Etat, qui aurait été opéré par la Grande Récession, sur une présumée tendance à nationaliser les banques, sur le spectre non pas du communisme ou du socialisme mais même d'une pâle social-démocratie, qui agiterait le sommeil des gestionnaires de la chose publique. La couverture de Newsweek « Nous sommes tous socialistes » semble sortir tout droit de la plume de Vauro Sennesi ou de Enzo Apicella.

Et pourtant...

Et pourtant un axiome archi connu de Karl Marx dans le premier chapitre du Manifeste est en train de faire son chemin dans l'inconscient de l'opinion publique étasunienne, même s'il ne mène qu'à une résignation exaspérée. Dans l'exacte citation qu'en fait Luciano Canfora (3) dans cet excellent essai tout récemment publié « La nature du pouvoir » on lit : « Le pouvoir politique de l'Etat moderne (die moderne Staatsgewalt) n'est qu'un comité qui administre les affaires de la classe bourgeoise dans son ensemble ».

Celui qui éclaire la prise de conscience de cet axiome par l'opinion publique étasunienne n'est pas Canfora, qui avec d'implicites allusions à Bossi-Berlusconi survole les thèmes historiques de pouvoirs réels et démocratie apparente, tyrannie, césarisme, bonapartisme, pouvoir de la parole (lire les mass médias contemporains) et peuple profond. Ni même Marco Ferrando (PCdL) dans son lucide examen de la crise économique et de ses faux remèdes visant uniquement à « sauver le capitalisme et les capitalistes de leur banqueroute par des ressources soutirées aux salariés, aux protections sociales et aux services publics » (Giornale comunista dei Lavoratori, juillet 2009)

Non, horresco referens, celui qui révèle que les citoyens de la république étoilée sont en train d'ouvrir les yeux sur les jeux truqués de la crise en cours, c'est le New York Times du 9 août, dans un article de Franck Rich intitulé « Obama est-il en train de se foutre de nous ? ».

Citations sur citations de citoyens sans plus d'illusions et exaspérés, comme cette agent immobilier(e) de Virginie qui avait voté pour le locataire actuel de la blanche maison sur Pennsylvania Avenue : « Rien n'a changé pour l'homme de la rue, je sens que je me suis faite avoir avec tous ces milliards de dollars distribués à la pelle aux banques qui continuent à faire semblant d'être au bord de la faillite ». Et il ne s'agit pas là seulement de juger des ennemis publics numéro un banquiers et spéculateurs, explique Rich, car on savait déjà qu'une majorité d'américains voulait monter leurs têtes en trophées de chasse sur leurs cheminées. « Ce qui trouble profondément nos concitoyens de quelque orientation politique que ce soit, c'est la crainte que pratiquement tout, et pas seulement le gouvernement, soit truqué ou manipulé par de forts pouvoirs occultes : vraiment tout, des transactions commerciales les plus élémentaires à l'information la plus vaste et capillaire des mass médias... C'est à se demander quand les grandes chaînes de télé vont remplacer d'inutiles animateurs et journalistes intermédiaires par les lobbyistes et publicitaires qui, pour le moment, sont encore en coulisses... ». Et encore : « La sensation qui est en train de creuser profondément dans une conscience généralisée et qui avait déjà été éprouvée par le président lui-même dès son élection, est que le système est contrôlé de main de fer par des lobbyistes et quelques ultra riches ».

Sur le même numéro du NYT, autre déconcertante enquête de Barbara Ehrenreich sur la « criminalisation des pauvres » (plus de 50 millions 'au-dessous du niveau de survie' : et il y a deux ans, ils étaient 37 millions), sur une population carcérale qui a dépassé les 2 millions et trois cent mille individus, ou sur le nombre des SDF qui augmente de façon démesurée même dans les Etats dits riches comme la Californie. Et, en première page, la dénonciation pour conflit d'intérêts du secrétaire du Trésor de l'administration Bush, Henry M. Paulson. Des 85 milliards de dollars qu'il a distribués le 17 septembre 2008 à la méga compagnie d'assurances « American International Group », alors au bord de la faillite, une bonne part était allée à Goldman Sachs dont Paulson avait été président.

On ne parle pas ici de pouvoirs occultes, mais de hautes charges institutionnelles. Comme les pouvoirs officiels illimités et apparemment hors contrôle de la Federal Reserve, la banque centrale USA, et de son président Bernanke, à qui est attribuée la responsabilité première de la Grande Récession. Mike Whitney, économiste de renom, mais marginalisé, de l'Etat de Washington, synthétise ainsi les responsabilités coupables de la Federal Reserve dans la gestion de la crise : « Le High Mandate (haute mission) de la Federal Reserve est un divertissement publicitaire : Bernanke n'a pas levé le petit doigt pour venir en aide aux propriétaires menacés d'expulsion, aux consommateurs ou au monde du travail qui se débat avec un chômage vertigineux. Tous les milliards distribués (13 mille) ont pris une seule direction, du bas vers le haut suivant un plan bien préétabli. Parce que la « Fed » est une agence de restructuration sociale destinée à un rôle de gouvernement de facto derrière l'écran de fumée des institutions démocratiques. Mais y a-t-il vraiment quelqu'un pour croire qu'un afro-américain, sénateur sur deux ans, sans expérience de politique étrangère ou d'économie, est en mesure de dicter sa politique ou des directives précises ? Obama est un rescapé des publics relations, habitué à couper des rubans d'inauguration, à consoler les chômeurs et à convaincre les Américains de l'avènement d'une société post-raciale. D'ailleurs : il suffit de regarder les films sur le désastre encore en cours de l'ouragan Katrina ».

Pour conclure : les Américains sont en train de réaliser un peu plus chaque jour l'existence de pouvoirs officieux, officiels et occultes qui échappent au contrôle démocratique et qui

s'en contrefoutent de l'intérêt public ; sans être des familiers de Karl Marx, ils font l'expérience dans leur chair des effets néfastes du comité qui administre les affaires de la classe bourgeoise, mais pensent qu'il n'y a rien à faire ; ils sont en colère mais résignés aussi. Et la résignation, selon le vieil adage, n'est rien d'autre qu'un suicide quotidien.

www.lucio manisco.com

1. « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme ». Manifeste du parti communiste. Karl Marx, Friedrich Engels (1848).

2. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Dernière phrase du Manifeste du parti communiste. Karl Marx, Friedrich Engels (1848).

3. Luciano Canfora, historien et philologue, Bari (Italie), spécialiste de l'antiquité grecque et romaine, http://fr.wikipedia.org/wiki/Luciano_Canfora et

http://www.lettere.uniba.it/antichita2/personale/docenti/schede/Scheda_Canfora.htm

Traduction : Marie-Ange Patrizio.

La source originale de cet article est Le blog de Lucio Manisco
Copyright © [Lucio Manisco](#), Le blog de Lucio Manisco, 2009

Articles Par : [Lucio Manisco](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca